

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE DENIS SASSOU-NGUESSO  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO  
A LA 62<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DES NATIONS UNIES  
(New York, le 25 septembre 2007)**

---

**Monsieur le Président,  
Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU**

Je voudrais avant tout vous remercier, Monsieur le Président SARKOZY, pour l'initiative heureuse et opportune que vous avez prise de nous réunir ce jour sur une question qui ne saurait laisser indifférent un dirigeant africain : la paix et la sécurité en Afrique.

Ici, une observation fondamentale s'impose : le caractère indissociable des questions de paix, de sécurité et de développement économique et social. Tant il est vrai que la pauvreté représente un terreau fertile pour le terrorisme ; de même qu'elle exacerbe les tensions et engendre les conflits.

La mise en œuvre effective des différents engagements pris par la communauté internationale en matière de développement contribuerait indéniablement à la prévention et au règlement de nombreux conflits en Afrique.

Aujourd'hui, l'Afrique ne connaît point de nouveaux conflits majeurs. Notre continent est plutôt confronté à des situations qui se sont enracinées dans la durée.

Les efforts déployés par les Etats africains et l'Union africaine ont conduit à une relative stabilité, ouvrant ainsi des perspectives favorables bien que dans certaines régions, la situation demeure fragile.

C'est le temps de l'action, maintenant, pour saisir toutes les chances de sortir de crise qui s'offrent à nous.

L'évolution en Côte d'Ivoire est à encourager. La communauté internationale devra accompagner le processus en cours dans ce pays.

Au Darfour, il faut effectivement agir sans tarder. Nous devons investir toutes nos énergies pour la réussite du dialogue politique, le déploiement effectif de la force hybride ainsi que pour l'assistance humanitaire et le relèvement économique du Soudan.

Toutes les décisions prises et à prendre dans les prochaines semaines doivent donc être suivies d'effet sur le terrain pour éviter tout retour en arrière ou toute détérioration de la situation, dont les conséquences s'étendent au-delà des frontières soudanaises.

C'est pourquoi, nous nous félicitons de l'implication de l'Union européenne dans la sécurisation des frontières entre le Soudan et ses deux voisins, le Tchad et la République Centrafricaine, comme elle l'a fait dans le cadre des élections en République Démocratique du Congo.

Cependant, la grande avancée qu'a constitué l'organisation des élections démocratiques dans ce pays frère doit être accompagnée par de vigoureuses mesures destinées à faire face aux problèmes pendants ; l'extinction des foyers de violence à l'Est, la réforme du secteur de la défense et de la sécurité et les réformes économiques. La MONUC doit donc continuer à œuvrer étroitement avec les Autorités de ce pays frère pour consolider l'ensemble du processus.

Mais, il y a aussi la tragédie de la Somalie. Un dialogue politique inclusif tendant vers la réconciliation nationale doit être encouragé. Nous attendons des Nations Unies qu'elles apportent tout le soutien requis à l'AMISON et de s'impliquer de manière active à la stabilisation de ce pays meurtri.

Sur l'ensemble de ces questions, nous nous félicitons du partenariat qui lie l'Union africaine et les Nations Unies, ainsi que de l'implication des Organisations régionales comme l'Union européenne et la Ligue des Etats Arabes.

Enfin, nous voulons remercier tous les participants à ce débat qui nous donne une nouvelle occasion de mobiliser la communauté internationale autour de l'Afrique.

Je vous remercie.